

26-05-2008

10:19:08

Pays : FRA

FRFR

FRS0130 40331 /AFP-LR93

PARIS, 26 mai 2008 (AFP)

La police est intervenue lundi matin devant plusieurs Hôtels des impôts de Paris et de province touchés depuis le 15 mai par des mouvements de grève, pour empêcher les grévistes de pénétrer les locaux et les tenir un peu à l'écart, a-t-on appris de sources syndicales.

"Des agents des impôts d'une vingtaine de sites observent depuis une dizaine de jours une grève reconductible dans toute la France et, ce matin, sur l'ensemble des sites en grève, le ministère (du Budget) a envoyé la police, ce qui n'était pas arrivé depuis 1989", a déclaré à l'AFP Philippe Craste de la CGT Paris Impôts et Trésor, présent dans le piquet de grève de l'Hôtel des Impôts du 12ème arrondissement à Paris.

"Nous condamnons fermement cette intervention", a-t-il ajouté, précisant que cela se passait dans le calme, la police laissant le public et les agents non grévistes rentrer dans l'Hôtel des Impôts.

Selon Hervé Mazure, du Snui (syndicat national unifié des impôts), des interventions policières du même type ont notamment eu lieu à Carpentras, Avignon ou Marseille lundi matin.

Les grévistes, réunis à l'appel des syndicats CGT, Snui, Sud et Unsa, dénoncent la fusion des Impôts et du Trésor, qui "entre dans le cadre de la politique massive de suppressions d'emplois et de sites" voulue par le gouvernement et va aboutir "à une perte de qualité et de technicité" du travail des agents, a affirmé M. Craste.

"Au final, on encourage une fiscalité axée sur le rendement et pesant avant tout sur les salariés et les PME", a-t-il ajouté.

Selon un tract diffusé par la CGT, le Snui et la CFDT, la fusion Impôts/Trésor doit aboutir à la suppression de plus de 13.000 postes entre 2.000 à 2008.

Le ministre du Budget Eric Woerth a lui-même chiffré à 5.000 en 2008 et 2009 le nombre de suppressions de postes liées à la fusion.

jba/caz/db

AFP 261024 □□□ MAI 08